

1^{ER} TEST ÉLECTORAL PERDU POUR NICOLAS SARKOZY Triomphe de la gauche, déconfiture de la droite

Avec 49,5% pour la gauche contre 47,5% pour l'UMP et ses alliés, les Français, appelés aux urnes pour le 2^e tour des municipales dimanche, ont confirmé et accentué leur rejet de la politique menée par le pouvoir en place.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

La gauche a conquis, comme elle l'espérait, 42 villes qui passent de droite à gauche. Abstraction faite de Marseille gagnée de très peu (deux seuls sièges de différence) par le maire sortant Gaudin et de Bordeaux largement gagnée au 1^{er} tour par Alain Juppé, huit des onze plus grandes villes sont depuis hier aux mains de la gauche. Des villes symbole comme Paris qui restera gérée par le socialiste Delanoë même si la droite n'a pas perdu ses quelques arrondissements fiets ; Toulouse qui vote depuis 37 ans à droite aux municipales est conquise par la gauche ; Saint-Etienne, depuis 25 ans à droite, rallie le camp gauche ; Reims, Amiens ou encore Caen et Strasbourg font de même et Lille renouvelle très largement sa confiance à la socialiste Martine Aubry. La gauche confirme aussi sa poussée dans les départements en contrôlant dorénavant 60 départements sur 101. Deux interrogations capitales au lendemain de ce scrutin : que fera Sarkozy face au mécontentement exprimé ? Que fera la gauche et sera-t-elle capable de transformer cette dynamique en sa faveur en retour important sur la scène politique française ? Le PS, enfin, saura-t-il dépasser les divergences entre ses nombreux prétendants au leadership et avancer en force unie pour préparer un projet alternatif ?

Que va faire Sarkozy ? Quelques changements de forme

La majorité au pouvoir, comme globalement tous les ténors de l'UMP, tente de nier l'évidence. Il ne s'agit pas d'un vote sanction ni « d'un match retour de la présidentielle », disent-ils, mais d'un vote

strictement local. La cause de l'échec de la droite serait, selon cette dernière, l'abstention qui a surtout frappé la majorité (35% de Français ne se sont pas présentés aux urnes, un record absolu !). Un seul discours a été seriné tout au long de la soirée de dimanche : les Français n'ont pas sanctionné Sarkozy, ne sont pas contre les réformes, mais sont impatients d'en voir les résultats, et c'est pourquoi, tonnent-ils, il faut accélérer les réformes. L'argument développé suite aux consignes données par Sarkozy à ses ténors n'a pas tenu longtemps et il a bien fallu que certains dans ce camp se rendent à l'évidence. D'abord Jean-François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, qui reconnaissait, le premier, la défaite en déclarant : « La défaite enregistrée par la droite aux élections municipales et cantonales est due à la conjugaison des impatiences et des mécontents. » Défaite, mécontentements, la réalité s'impose finalement. Jean-Pierre Raffarin, numéro 2 de l'UMP et ancien Premier ministre est le premier à demander à tirer les enseignements de cet échec : « Nous devons infléchir un certain nombre d'axes de notre politique et rectifier le tir dans un certain nombre de points. » Précisant qu'« il faut parler de politique de l'emploi, cette politique qui a été oubliée pendant 9 mois ».

Quant au Premier ministre, François Fillon, s'il a appelé la gauche, dès après la proclamation des résultats, « à ne pas instrumentaliser le vote des Français » considérant qu'« il est malvenu de tirer des conclusions de ce scrutin qui reste local », il a, toutefois, déclaré que « la bataille du pouvoir d'achat va s'accroître », reconnaissant indirectement que le gros problème est là, précisément dans la détérioration continue de ce pou-

voir d'achat. Depuis la proclamation des résultats municipaux et pour la première fois depuis qu'il est aux affaires, Nicolas Sarkozy ne s'est pas exprimé. Il l'a fait entre les deux tours en disant une chose et son contraire. Ce scrutin est municipal et pas national et qu'il allait donc « poursuivre son cap ». Il annonça en même temps qu'il tirerait tous les enseignements du second tour. Le fiasco est si grand pour lui et pour la droite qu'il ne peut rester attentiste ni longtemps autiste à ce que les Français ont exprimé par leur vote franchement à gauche. Pour l'heure, les seuls changements annoncés sont plus de forme que de fond.

Un petit remaniement qui devrait intervenir au plus tard demain (mercredi) et qui a balayé déjà Martinon, son porte-parole et son conseiller, Jean-Marc Benamou qui quitte l'Elysée et prend la direction de la Villa Medici à Rome ; une re-présidentialisation dans l'exercice de ses fonctions par l'abandon d'étaler sa vie privée et moins d'interventions intempestives sur tous les sujets. Des changements de forme donc mais pas de fond. Sarkozy ne semble vouloir prendre aucun virage politique pour répondre à ce qu'attendent le plus les Français : l'amélioration du pouvoir d'achat et le retour sur les décisions les plus impopulaires et les plus injustes.

La gauche : parviendra-t-elle à s'unir pour un projet crédible ?

La victoire sans conteste de la gauche aux municipales a permis aux représentants de ses formations de sortir de la victoire modeste qu'ils affichaient au soir du premier tour. Dimanche, tous les acteurs de la gauche qui se sont succédés sur les plateaux télé affichaient l'espoir de voir la gauche revenir sur le devant de la scène. Pour Marie-Georges Buffet (PC), « en élisant dans très nombreuses villes les candidats de la gauche, les Français nous envoient un message ; ils veulent aussi que les élus de gauche combattent la poli-

tique ». Autrement dit, avoir réellement une politique de gauche. Si les responsables du PS qui se sont exprimés ont eu un discours cohérent, consistant à dire que pour l'heure, leur formation est à l'union et non aux querelles personnelles et qu'il n'y a pas urgence à ouvrir une guerre de succession (François Hollande, le secrétaire du PS devant remettre son mandat à l'automne prochain), les ténors commencent malgré tout à tenter chacun de son côté à dire qu'il est en possession de propositions de rénovation du parti et qu'il serait, pourquoi pas, en mesure, à terme, de briguer l'investiture de son parti pour la prochaine présidentielle. On en n'est pas encore là. L'échec de la droite ne sera réel, opérant que si la gauche parvient enfin à opposer au programme de la droite, un contre-programme social et une stratégie d'alliance claire à même de réconcilier profondément ses militants.

Aucun maire issu de la diversité dans les 37 000 communes françaises

En dehors de Rachida Dati, ministre de la Justice qui a gagné dans le 7^e arrondissement, aucun autre candidat issu de l'immigration n'a été élu maire d'une ville, même dans la plus petite qui soit. Il y a, bien sûr, quelques candidats, très peu nombreux d'ailleurs, qui vont occuper le poste de maire-adjoint ou de conseiller, mais rien de plus.

Beaucoup de candidats issus de l'immigration ont été envoyés au casse-pipe, dans des endroits où ils n'avaient aucune chance d'être élus.

Certains autres ont été parachutés et n'ayant aucun ancrage dans les endroits où ils se présentaient ont naturellement été rejetés par les électeurs. C'est là, incontestablement, l'éche-

c de toutes les formations politiques, particulièrement de celles qui se disent de progrès.

K. B.-A.

SAHARA OCCIDENTAL Le Maroc saborde Manhasset IV

Le quatrième round de négociations entre le Front Polisario et le Maroc s'est ouvert, hier, à Manhasset, dans la banlieue de New York. Le Maroc, par la voix de son ministre de l'Intérieur, s'attelle à saborder ce processus en tentant d'imposer son « plan d'autonomie ». Une situation dénoncée par le ministre des Affaires étrangères sahraoui, Mohamed Salem Ould Salek.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Comme à son habitude, Rabat souffle le chaud et le froid. Le Maroc, qui prend part depuis hier au quatrième round de négociations de Manhasset, tente, une nouvelle fois, d'imposer son « plan d'autonomie » au Sahara Occidental. « Le Maroc n'accepte que l'autonomie et rien d'autre que l'autonomie », a déclaré Chakib Benmoussa, le ministre marocain de l'Intérieur, cité par l'agence marocaine de presse Map. Le ministre de l'Intérieur, qui dirige la délégation marocaine à Manhasset, a qualifié ce plan « de plate-forme réaliste pour un règlement définitif du conflit du Sahara ». Une hérésie puisque la proposition marocaine ne prend pas en compte le principe d'autodétermination du peuple sahraoui ni même l'organisation d'un référendum sous l'égide des Nations unies. Un fait accompli dénoncé avec vigueur par Mohamed Salem Ould Salek, ministre des Affaires étrangères sahraoui. « Le Maroc tente de conditionner ces négociations afin de légitimer ce qui est appelé plan d'autonomie. C'est une situation que nous ne saurions accepter », a déclaré, hier, le chef de la diplomatie sahraoui au cours d'une conférence de presse animée au siège de l'ambassade de la RASD à Alger. Mohamed Salem Ould Salek a également dénoncé les manœuvres militaires marocaines opérées dans le sud des territoires occupés du Sahara Occidental ainsi que les récents achats d'armements. Des démonstrations de force que le Maroc a voulu faire coïncider avec le 4^e round de négociations. « Tous ces indices prouvent l'absence de volonté politique du côté marocain qui ne souhaite qu'une reprise du conflit armé. L'autre partie rejette toute solution pacifique », a souligné le ministre sahraoui. Ce dernier a insisté sur la responsabilité de la France et de l'Espagne, « principaux alliés du Maroc » en cas de conflit armé. Mohamed Salem Ould Salek a dit espérer un changement d'attitude de Zapatero suite à la réélection de son gouvernement.

T. H.

APPEL - Pour la tolérance Pour le respect des libertés

Des journalistes condamnés à des peines de prison ferme et menacés d'incarcération.

Des syndicalistes licenciés pour avoir revendiqué des salaires décents.

Des chrétiens harcelés pour délit de prière.

Les signataires, vivement inquiets de cette escalade contre les libertés démocratiques,

- Expriment leur solidarité avec les journalistes libres, les syndicats autonomes et la communauté chrétienne d'Algérie, cibles de mesures aussi brutales qu'injustifiées.

- Réaffirment leur attachement à la liberté d'expression, au pluralisme syndical et à la liberté de conscience, synonyme du droit de chacun de pratiquer la religion de son choix, ou de ne pas pratiquer.

- Appellent à la tolérance et au respect des libertés et de la diversité, valeurs cardinales de toute société démocratique.

Alger, le 17 mars 2008.

Premiers signataires (par ordre alphabétique)

Abdenour ALI YAHIA, président d'honneur LADDH - Rabah ABDELLAH, journaliste - Hakim ADDAD, responsable associatif - Farida AÏT FERROUKH, universitaire - Louisa AÏT HAMOU, universitaire - Arezki AÏT LARBI, journaliste - Sanhadja AKROUF, éducatrice, responsable d'association - Tewfik ALLAL, militant syndical et responsable associatif - Zoubir ALLOUCHE, avocat - Dailia ALLOULA, médecin -

Soltane AMEUR - chirurgien hospitalo-universitaire - Sakina AMMAR-KHODJA, avocate - Djamilia AMZAL, comédienne - Malika BARAKA, cardiologue - Yahia BELASKRI, journaliste - Hocine BELLALOUFI, journaliste - BEN Mohamed, Poète - Chérif BENVOURICHE, responsable associatif - Djilali BENCHEIKH, écrivain - Hocine BENHAMZA, écrivain - Malika BENIDIR, avocate - Djamel BENMERAD, journaliste, écrivain - Djamel BENRAMDANE, journaliste - Ali BENSAD, universitaire - Nacéra BENSEDDIK, archéologue - Fouad BOUGHANEM, journaliste, éditeur - Yvonne BOUNIF-LAGADEC, retraitée - Smail BOUSSALAH, avocat - Jeanine CARAGUEL, universitaire - Salem CHAKER, professeur des universités - Farid CHERBAL, universitaire, syndicaliste - Hamid CHIKDENE, avocat - Ahmed CHIKHAOUI, avocat - Fanny COLONNA, directrice de recherche émérite au CNRS - Vincent COLONNA, écrivain - Mohand DAHMOUS, ingénieur - Ali DILEM, caricaturiste - Daho DJERBAL, universitaire - Malika DOMRANE, artiste - Saïd DOUMANE, universitaire - Ihsen EL KADI, journaliste - Abdelkrim ELAÏDI, universitaire - Barkahoum FERHATI, chercheuse - Amel FEVE, employée - Tewfik GUERROUDJ, architecte - Mohamed HACHEMAOUI, universitaire - HADDAD Nacer, juriste - Smail HADJ ALI, enseignant, chercheur - Leïla HADJ ARAB, avocate - Bachir HADJADJ, écrivain - Sofiane HADJADJ, éditeur - Saïd HAMDANI, docteur en médecine - Mohamed HARBI, historien - Selma HELLAL, éditeur - HICHEM (le Hic), caricaturiste - Mohammed IOUANOUGHENE, journaliste - Boudjemâa KARECHE, ancien directeur cinématographique d'Alger - Ali KATI, expert comptable - Khelloudja KHAL-

FOUN, avocate - Saïd KHELLIL, pharmacien biologiste - Liadz KHODJA, cinéaste - Slimane LAOUARI, journaliste - Jean-Pierre LLEDO, cinéaste - Mahmoud MAMARI, journaliste - Mohamed-Larbi MARHOUM, architecte - Dahmane MAROUF, médecin réanimateur - Malika MATOUB, présidente Fondation Matouf Lounès - Adilène MEDDI, journaliste, auteur - Faïka MEDJAHED, chirurgien dentiste - Ferhat MEHENNI, artiste - Sahra MEKBOUL, universitaire - M'barek MENAD, cinéaste, comédien - Farida MESBAHI AÏCHE, avocate - Rachid MESSAOUDI, médecin allergologue - Fayçal METAOUI, journaliste - Arezki METREF, journaliste, écrivain - Ali MOUZAOUJ, cinéaste - Amrane NAÏT ALI, avocat - Mouhoub NAÏT MAOUCHE, ex membre de l'ALN - Kamel NAÏT ZERRAD, universitaire - Boussad OUAÏDI, éditeur, libraire - Aomar OUALI, journaliste - Hacem OUALI, journaliste - Hadjira OUBACHIR, poétesse, comédienne - Ali OUBOUZAR, ex officier de l'ALN - Lila OUBOUZAR, universitaire, architecte - Idir OUNOUGHEN, chirurgien dentiste - Arezki OUNOUGHENE, médecin urologue - Méziane OURAD, journaliste - Fatima OUSSEDIK, sociologue - Nouredine SAADI, universitaire, écrivain - Nadjib SADEK, avocat - Boualem SANSAL, écrivain - Sid Ahmed SEMIANE (SAS), journaliste - Hamid SKIF, écrivain - Rezika SLIMANI, avocate - Wassila TAMZALI, ex directrice à l'Unesco, essayiste - Belkacem TATEM, metteur en scène et comédien - Yassine TEMPLALI, journaliste - Kamel YAHIAOUI, artiste plasticien - Hassina YAHIAÏTENE, avocate - Dalika ZEKAL, présidente d'association - Hassane ZERROUKI, journaliste - Ghania ZIDANE REZ-ZOUK, Secrétaire.